

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18225 - 71ÈME ANNÉE

Un bloc de glace capable d'engloutir Saint-Denis s'est détaché du Groenland

Protégeons la population de la hausse du niveau de la mer

Dans son édition d'hier, le JIR a consacré sa une et deux pages intérieures aux conséquences de la hausse du niveau de la mer. 5.000 personnes sont déjà menacées, écrit notre confrère. Une information publiée ce week-end par l'Agence spatiale européenne souligne que nous ne sommes qu'au début des difficultés. La fonte des glaciers s'accélèrent, et ce sont des kilomètres cubes d'eau douce qui s'écoulent brutalement dans les océans.

Au Groenland, dans l'Antarctique et dans les plus hautes montagnes, les glaciers sont les plus importants réservoirs d'eau douce. Depuis des centaines de milliers d'années, ils la stockent sous forme solide. Mais depuis le début de l'année, plusieurs études rendues publiques affirment que les glaciers fondent de plus en plus vite. C'est un problème autrement plus grave que la disparition de la banquise. Car l'eau qui coule des glaciers vers la mer apporte un volume supplémentaire aux océans. Par conséquent, ces derniers voient leur niveau moyen augmenter.

L'interprétation des données des satellites de la NASA amène à proposer une hausse de 6 mètres du niveau de la mer d'ici la fin du siècle. Sur son site web, la NASA a déjà publié des simulations. Elles permettent de se rendre compte des surfaces considérables qui disparaîtront sous les eaux. Par exemple en Europe, la moitié des Pays-Bas seront engloutis. Dans notre région, les conséquences seront dramatiques. Aux Maldives, c'est la question de la survie de ce pays qui est posée. Aux Seychelles, combien d'îles vont disparaître ? À Mayotte, comment se conciliera la croissance vers une population de plus de 700.000 habitants avec une baisse de la surface de l'île ?

Quant à La Réunion, l'impact sera énorme, car la population et les infrastructures les plus importantes se concentrent sur le littoral. Les aéroports et le port sont en danger.



Le glacier Jakobshavn.

Plus de 17 kilomètres cubes

Au Groenland, un glacier a perdu en deux jours un bloc de 12,5 kilomètres carrés, haut de 1.400 mètres. Cela fait plus de 17 kilomètres cubes de glace qui vont se disperser dans l'océan. C'est ce que révèlent des observations par satellite du Jakobshavn publiées le 21 août par l'Agence spatiale européenne (ESA). Pour illustrer ce propos, l'ESA indique que la glace relâchée pourrait recouvrir l'île de Manhattan sous une couche d'une hauteur de

300 mètres. Ce glacier retient 6,5 % des glaces du Groenland, et il est à l'origine de 10 % des icebergs qui viennent de cette calotte glaciaire. En 2011, un bloc de 7 kilomètres carrés s'était déjà détaché. Cette fois, c'est une superficie deux fois plus grande, dans le contexte des sept premiers mois les plus chauds jamais mesurés.

Tout cela n'est pas rassurant et confirme l'urgence de protéger la population d'un effet désastreux du réchauffement climatique : la montée du niveau de la mer.

M.M.

Les prix augmentent, mais pas les aides pour les étudiants boursiers

L'UNEF-Réunion dénonce les effets de l'austérité sur les étudiants

À quelques jours de la rentrée universitaire, l'UNEF-Réunion publie les résultats de son enquête sur le coût de la vie pour les étudiants dans notre île. Alors que les prix augmentent, les bourses ne suivent pas, or 56 % des étudiants sont boursiers, proportionnellement le double de la France. Face à cette situation, 16 % arrivent à cumuler études et travail salarié, tandis que plus du quart des étudiants renoncent à se soigner pour financer leurs études.

La rentrée Universitaire 2015-2016 est marquée certes par le premier gel des frais d'inscriptions depuis plusieurs années, mais aussi pour le moment par aucun investissement dans la réforme des bourses pour après deux années encourageantes. Cette situation est inquiétante puisque de nombreuses autres dépenses continuent d'augmenter pour les étudiants. En outre l'académie de La Réunion dispose toujours du plus fort taux d'étudiant boursier : 56 % contre 25 % en France. « Ce nombre de boursiers à la Réunion est un facteur de précarité et de fragilité financière et sociale supplémentaire pour les étudiants réunionnais », précise l'UNEF.

500 logements étudiants... pour 2018

L'enquête de l'UNEF fait état d'une augmentation de 1,1 % du coût de la vie sur le plan national. Face à cette hausse des dépenses des étudiants, le gouvernement ne procède pour l'instant à aucune revalorisation des bourses. Cette décision ne permet absolument pas d'enrayer la baisse du pouvoir d'achat et la paupérisation du milieu étudiant mais au contraire aggrave son cas.

À La Réunion, 500 résidences universitaires devraient sortir de terre : 200 à Saint Denis, 100 au Tampon et 200 à Saint-Pierre. L'UNEF exprime sa satisfaction quant à ces créations de logement mais regrette profondément que les délais de livraison (rentrée 2018) soient aussi tardifs dans l'île.

L'UNEF Réunion publie son enquête annuelle sur le coût d'une année

d'étude dans l'enseignement supérieur. Cette année, le coût de la vie étudiante augmente de 1,4 % soit 7 fois plus que l'inflation qui est actuellement estimée à 0,2 % par l'INSEE. Plusieurs dépenses restent en augmentation.

Alors que le gouvernement a fait de la jeunesse sa priorité, pour la quinzième année consécutive, les étudiants vont connaître une dégradation de leur pouvoir d'achat, la catégorie sociale la plus touchée demeure celle des étudiants non boursiers qui restent impuissants devant la flambée des dépenses obligatoires. Dans le département, plus de 44 % des étudiants n'ont été concernés par aucune mesure sociale depuis 2001.

Malgré cela cette année le gouvernement n'a toujours pas investi dans la Réforme des Bourses entamée en 2013 et qui avait permis la création de deux échelons (0Bis et 7), la création d'aides spécifiques en fonction de la situation personnelle de l'étudiant, et le passage de nombreux étudiants de l'échelon 0 à l'échelon 0 Bis et de percevoir une somme tous les mois.

Pas assez d'argent pour se soigner

Pourtant avec la crise économique, la baisse des aides fiscales et l'augmentation du coût de la vie, les foyers réunionnais n'ont plus réellement les moyens d'assurer le financement d'une année d'étude. Les étudiants doivent trouver eux même de quoi subvenir à leurs besoins dans l'île, plus de 16,22 % d'entre eux sont salariés pendant l'année. L'enquête de l'UNEF Réunion révèle

que 26,32 % des étudiants réunionnais renoncent par exemple aux dépenses de santé pour pouvoir financer leurs études.

Première dépense d'un étudiant réunionnais le logement aussi connaît une augmentation. Plutôt légère concernant le CROUS puisque le montant d'un loyer au CROUS augmente cette année en moyenne de deux euros par mois. Malheureusement le nombre de logements au CROUS est trop insuffisant à la Réunion ne permettant pas et de loin de couvrir les demandes des étudiants.

Le coût du logement

Ainsi les étudiants sont bien souvent contraints de trouver leurs logements dans le privé et là l'augmentation des loyers est un peu plus conséquente.

En effet selon notre enquête faite sur un panel d'agences et de logements assez large sur des logements aux alentours des campus universitaires de l'île et correspondant au logement moyen recherché par les étudiants, nous arrivons à une augmentation moyenne de 5,37 euros des loyers par rapport à l'année dernière.

Enfin avec des dépenses complémentaires en augmentation telles que la facture EDF, mais aussi la non-application de la loi ALUR, font du logement une dépense de plus en plus pesante sur le loyer d'un étudiant réunionnais.

Édito

A propos de Huguette Bello : les médias se trompent et trompent l'opinion

Hier, nous avons examiné l'expression utilisée pour vanter Bello : « L'union sans le PCR et le Progrès ». Nous avons bien entendu ironiser sur la tentative de la présenter comme rassembleuse alors qu'elle divise. Elle a divisé le PCR, maintenant elle divise le PS. Pour quels desseins inavoués ? En tout cas, sans le PCR et le Progrès, il est tendancieux de parler d'union. Elle n'a pas été capable d'unir chez elle (PLR), mais elle veut être en tête de liste.

Aujourd'hui, nous livrons à nos lecteurs une autre perle qui montre le niveau de manipulation de l'opinion. C'est l'expression utilisée lors de la publication des commentaires du dernier sondage. Il est dit que « Bello double Thierry Robert ».

Ce mot n'a pas été choisi au hasard, et il montre la tendance de son auteur. Si le propos est utilisé pour signifier que Bello est devant Thierry Robert, il plus juste de dire « Bello dépasse Thierry Robert ou passe devant ». Les gens ont constaté qu'à aucun moment son score est le double de celui de Thierry Robert. Repris en boucle, « l'information » est passée.

Mais est-ce beaucoup demander aux médias de tirer les enseignements de la défaite de la mairesse de Saint-Paul après que les sondages l'aient désigné vainqueur à 62 % ! Pour l'honneur

de la presse, nous étions seuls à publier la carte de l'AFP qui faisait le point sur les communes de plus de 100 000 habitants qui pouvaient changer de direction. Saint-Paul en faisait partie. C'était au début de Janvier 2014, trois mois avant l'échéance.

De Paris, la presse avait suffisamment d'éléments pour analyser la défaite de Bello aux Municipales. À La Réunion, les sondeurs annonçaient sa victoire et les médias dominants s'enfonçaient allègrement dans la désinformation. Personne n'a proposé aux Réunionnais l'analyse de l'AFP qui concluait à l'échec de sa candidature. Pour l'heure, déclarer que « Bello double Thierry Robert » est un gros mensonge.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Une offensive centrée sur la 2e place financière de Chine

Qui profite de la chute des Bourses ?

Du côté des spéculateurs, les indices de référence ont fortement chuté en France, en Grande-Bretagne et en Allemagne. Wall Street devrait suivre la tendance. Les commentateurs expliquent cela comme une conséquence de la chute de la Bourse de Shanghai. À qui profite cette situation ? Va-t-on vers un affaiblissement du dynamisme des BRICS au moment où ils proposent des institutions financières alternatives à celles dominées depuis la guerre par les Occidentaux et le dollar ?

Du côté des spéculateurs, le pari est très clair : l'économie de la Chine va avoir des difficultés. Ils font donc comme si la croissance ne sera plus au rendez-vous. La Chine étant la seconde puissance économique mondiale, et aussi un marché potentiel de 1,4 milliard d'habitants, ces spéculateurs imaginent que les difficultés qu'ils prévoient en Chine auront des répercussions dans le monde.

Ce pari entraîne une crise de confiance du côté des Bourses en Asie et en Occident. Au cours de la journée, les places de Paris, Bruxelles et Francfort étaient en recul de 7 %. À la fermeture de la Bourse de Paris, l'indice des 40 plus importantes capitalisations boursières françaises, le CAC 40, avait baissé de 5,35 %.

En Asie, la Bourse de Shanghai a perdu 8,49 %. À Hong-Kong, à Taïwan et à Tokyo, les places financières ont reculé, mais moins fortement que le CAC 40.

À New-York, les indices ont aussi fortement baissé à l'ouverture, avec une chute de 4,75 % du Dow Jones, et de 5,50 % du NASDAQ, indicateur de la santé de la spéculation sur les entreprises du numérique.

Tout cela, c'est l'économie virtuelle.

7 % de croissance au premier semestre

Du côté de l'économie réelle, que se passe-t-il en Chine ?

Entre le 10 et le 13 août, la Chine avait décidé de revoir par trois fois à la baisse la parité de sa monnaie par rapport au dollar. L'objectif de telles mesures est habituellement de favoriser les exportations. Mais cela a pour conséquence de renchérir le coût des importations libellées en dollars. Le lendemain de la dernière dévaluation, il y eut la catas-

rophe de Tianjin. Les explosions du 14 août ont ravagé le port de Pékin, qui fait partie des 10 premiers du monde. Il faudra du temps pour réparer les dégâts. Ce qui aura des répercussions pour l'économie mondiale, compte tenu du rôle stratégique du port de Tianjin.

Plusieurs indicateurs ont ensuite été publiés. Tout d'abord le 16 août dernier, le Fonds monétaire international annonçait une prévision de croissance à 6,8 % pour la Chine en 2015. « Le marché du travail a bien résisté malgré la croissance plus lente, alors que l'économie s'oriente vers le secteur des services, plus intensif en main-d'œuvre. À son tour, cela a soutenu la consommation des ménages », écrivait le FMI dans son rapport. Le 22 août, le Bureau d'État des statistiques a publié les résultats de la croissance au premier semestre 2015. D'après cette institution chinoise, il était en moyenne de 7 %, avec une pointe à 11 % dans la municipalité de Chongqing. Les difficultés se situent dans le Nord-Est, le Liaoning qui ferme la marche avec 2,6 %.

Ces régions ont une économie fortement dépendante de l'industrie lourde, de l'énergie. Or, les ressources en énergie s'épuisent, tandis que l'industrie est restructurée, indique le Quotidien du Peuple.

Nouvel acteur : le fonds de pension de la Chine

Le gouvernement chinois a également autorisé depuis hier l'utilisation du fonds de pension en Bourse. Ce fonds était évalué fin 2014 à 547 milliards de dollars, précise « le Quotidien du Peuple ». Il est désormais possible d'investir sur les Bourses chinoises jusqu'à 30 % de la valeur nette du fonds. Cette orientation vise à augmenter plus

rapidement la valeur du fonds, afin qu'il puisse faire face au vieillissement de la population, qui entraîne un nombre toujours plus important de retraités alors que la population active n'augmente plus aussi rapidement qu'avant.

Malgré tout, de tels indicateurs combleraient d'aise n'importe quelle économie occidentale. Si la France passait de 6 à 5 % de croissance, imaginerait-on des spéculateurs crier à la crise de confiance ?

Coup porté aux BRICS ?

Au-delà des indicateurs chiffrés, l'essentiel n'est-il pas de se demander à qui profite cette situation ? Car une conséquence réelle d'une telle situation sur la place financière de Shanghai est d'abord psychologique, c'est la baisse de la confiance. Et qui a intérêt à voir la confiance envers l'économie chinoise diminuer ?

Force est de constater que ces événements se déroulent après le succès du Sommet de Ouïfa en Russie. Lors de cette rencontre, les dirigeants du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud (BRICS) ont marqué des points. Les BRICS sont en train de construire une alternative aux institutions financières internationales dominées par le dollar des États-Unis, et dirigées sans discontinuer par des Occidentaux depuis leur création en 1945. C'est notamment la création d'une Banque de développement des BRICS, qui permettra aux pays qui le souhaitent d'avoir une autre solution que le FMI. La chute de la Bourse de Shanghai va-t-elle entraver ce dynamisme ?

M.M.

Madagaskar : in l'injénnyèr suisse dann la lite pou arplant la foré



Inn-dé mo pou rant dan la dans

Dann l'ané 1952, 87 % la tèr nout gran voisin té kouvèr avèk la foré. zordi a penn 8 %. An pliské sa shak ané nan in grankantité la foré i disparète. Pou kosa ? Inn, demoun i kui manzé avèk doboi ; dé, do boi i ansèrv osi pou fé la kaz. Lo tavy s kan ou i bril la foré primèr-lo promyé foré !-pou plan de ri, sanas d'ot kalité kultir. An pliské sa, dann Madagaskar nan in bonpé foré i donn do boi prézyé é in bann shakal i instal azot pou éspòrt lo boi. Mèm si lé défandi, in pti kou d'sou d'tab épi l'afèr lé aranjà.

Kisa i lé Mésyé Philippe Dubois é koman li la gingn l'idé plant in foré

Mésyé Dubois sé in l'injénnyèr suiss. Kan l'ariv l'ané 2009, son bann z'anjouyèr la anvoy ali dann nor Madagaskar pou ésyé konprann pou kosa lo rannman an kafé épi an kakao la diminyé plis 40 %. Kan li l'ariv la-ba, li la pa mète lontan pou konprann : kan ou i tyé ou sinonsa kan ou i abime la foré, la plui i tonm moins é la séshrèss i ariv plizanpli souvan. Bann rivyèr lo débi i diminyé, mèm désèrtènn i koul a sèk ; lo bann nap fréatik (dolo sou téréin !) i anfans plizanpli - zot la fine

oir la télé kan i mézir bann nap fréatik La Réunion éi di souvan défoi lo nivo la bésé. A liské sa, afors bril la foré, lo van éopi la plui i sava ansanm la tèr arabl é sé sa k'i fé la fèrtilité dann la tèr. Philippe Dubois i désid li va fé in n'afèr pou Madagaskar. : li va roplant la foré.

Dsi kèl fonnman li la fé son projé.

Lo projé lé bazé dsi troi potò prinsipal :

L'vironeman

Lo bann nouvo foré ipèrmète kaptir lo gaz karnbonik (gaz a éfé d'sèr k'i éshof lo klima). Zot lé bon pou ramenn in pluviométrie pli konvnab, pou vanj kont l'érosion (somenn dèrnyèr moin la parl bann pyé d'boi é z'ot tapi sou la tèr pou tienbo delo é pou anpèsh lo l'érosion la tèr. Le projé améné par ecoformasyon in l'ong (organizasyon non gouvèrnmental) mésyé Dubois la fé ékspréman pou sa ansanm avèk son bann dalo malgash lé bien konform selon la lojik k'in projé pou dévlopi i doi z'ète klimatolojik épi ékolozik. In projé konmsa sé zistoman kékshoz i konvien pou nout gran voisin. Solon sak in konséyé ékolozik i déklar.

Lo formasyon é lo sosyal

Sé bann malgash k'I fé bann pépinyèr, sé zot k'I plant lo bann ti pyé d'boi é pi I antrotien bann plantasyon. An liské sa I fo la popilasyon I konpran ké sé in projé pou èl é pou son péi, san konté lo kourant épi lo soin pou sak lé malad.

L'ékonomi

Troizyèm potò, lo koté ékonomik pars sé bann pti sosyété k'i dévlopi bann péinyèr, sé bann pti sosyété k'i fé lo komèrs bann produi agro-foréstyé, é salé inportan dann in péi nana in bonpé d'moun mizèr.

Lo rézilta ziska zordi

Solon Philippe Dubois, dopi 2011 zot la fien plant pyé d'boi dsi 200 éktar é la plant plis troi milyonn pti pyé d'boi. I rès ankor plis sis milyonn pyé d'boi pou planté dsi lo 4000 éktar la pankor planté. Sa i éspas dann la réjyon Bekoratsaka é sé l'ong Ecoformasyon k'i okip dé sa prinsipalman.

Kèl réisite li pé éspèré ?

L'afèr lé gagné ? Lé pa si sir ké sa . Par raport la mizèr d'moun épi la koripsyon. Shak ané nan trann sis mil éktar la foré k'i disparète . I fodré omoins in vèrs lo rapor dé shoz mé ziska zordi la pankor gagné mèm si na d'ot z'ONG i okip la roplantasyon bann foré avèk bann z'ésans i konvien bien pou lo bann z'androi, pou la flore é pou la faune. Kosa i fodré pou k'i réisi ? Dabor i fodre ké bann péizan i ging n plis avèk la foré ké san la foré par égzanp avèk lo tourism, sansa k'i dévlopi l'agro-forèsteri donk la planrttasion dann la foré. Arzout èk sa bann fourno solèr pou kui manzé. Sa l'éposib mé si i atann tro nora pi lo foré, nora pi labio-divèrsité, la flore épi la faiune topot demoun i di sa lé éksépsyonèl.

Oté

Néna lé konm zwazo koukou, i asiz dann ni lé zot !

2010 nou la pass prosh, té falé zis in kal bérik bann sosyalis pou fé déray nout prozé tram-trin. Ni kont pi lo tan nou la pèrd, é la zordi shakinn i roprann pou li lo prozé. Mi di ta mié pou nou. Byin sir zot i di pa lo tram-trin, pou zot, si i di tram-trin sa i vé dir zot la ropran nout prozé 2010, lo prozé Paul. Pou désertin i apèl sa "lo monoray" pou dot i nonm "lo trin ésprèss rényoné". Boudikont pou inn konm pou lot sé lo trin minm, mé pou fé konm si sé zot prozé, inn i pinn an blé, inn i pinn an maron é lot i pinn an roz.

Mé kisa lavé la vizyon pou war sa an promié ? Dan la tèt kisa i sort ? Kisa la rouv lo santié tram-trin avan tout ? Kisa néna prozé pou vréman pou dévlop nout péi ? Zordi na pwin inn i pé romèt an koz nout prozé tram-trin, sinon pou di i mank in boulon par isi, ou sinonsa pou di pinn lo sofa blé, tousala sé ryink déray. Sak i kont é sé sak listwar i rotyin, sék konm tou lo tan, nout parti èk son bann dirizan i wa pli lwinn ké tout é sirtou, i wa avan tout.

Lé vré, kiswa pou lagrikiltir, kiswa pou lékol, kiswa pou lo dévlopman nout péi an zénéral nout parti i prézant 25 propozisyon. Néna dan tout séktèr, néna pou lanplwa, néna pou lozman, néna pou rovni, néna pou la rout, pou nout lang, pou transpor féré, etc. Ni atann ké shakinn, ké shak kandida pou zéléksyon rézyonal, ni atann ké shakinn i prézant pou vréman son program. Sirtou, ni atann osi ki arèt fé konm zwazo koukou, ki arèt asiz dann ni lé zot !

Justin

« **Travay pou manzé kui.** » - In zour, in kozman

Kosa sa I vé dir ? Sa I vé dir ou I travay mé ou I gingn pa l'arzan sansa dé grin solman. Pou sak i an souvien pi, m'a rapèl azot-dann tan - l'avé touzour in moun ramassé dann in famiy. Dé foi li té anbandoné par son famiy, défoi papa momon lé pi la... I ariv osi ké son famiy l'asé oir ali, pars li nana vilin manyèr... Donk li rès la kaz demoun épi i donn ali in plas pou rakokiyé, in boushé manzé épi li fé korvé tout la zourné. Avan lo rmi (koméla sé lo RSA) l'avé in paké d'moun té konmsa : kisoï dann bitasyon, kisoï dann bazar. Zordi demoun va di : « Moin mi travay pa pou manzé kui ! ». Mé antansion lo tan lontan i pé rovni sa ? Kosa zot i anpans ? Arien ditou ! Moin pou mon par mi fèrm mon také, mé nou va rotrové pli d'van.